

## Lyon - Toute l'actualité de la région avec Libération

Site d'actu sur Lyon, les infos de la région lyonnaise.

[Accueil](#) | [Société](#) | [Politique](#) | [Sport](#) | [Culture](#) | [Idées](#)

05/12/2009

### Identité nationale : l'exaspération de Français issus de l'immigration

**IDENTITE NATIONALE** - Dans leurs premières réactions pointait une exaspération polie. Ils appartiennent aux classes moyennes ou supérieures françaises, sont avocate, universitaire, agent territorial, directeur de centre social, cadre à la SNCF... Très intégrés socialement, et issus de l'immigration. Comment vivent-ils le débat sur l'identité nationale ? Sans illusion. Ali Kismoune, cadre territorial et président à Lyon d'un think tank sur la diversité, se montrait le plus positif. «C'est dommage de poser ce débat juste avant les élections, mais il peut être utile. Cette question d'identité collective est fondamentale. Elle ne va pas nous lâcher et je suis convaincu qu'elle sera au cœur des prochaines présidentielles.» Mais les conditions du débat, «instrumentalisé», le navrent...

Ali Boulala (33 ans), cadre à la SNCF et ancien militant RPR, aussi : il y voit une «régression». Pour Hassan Boutemine (38 ans), directeur d'un centre social dans la banlieue de Grenoble, c'est «une question décrétée d'en haut, à laquelle tout le monde est sommé de répondre». Faut-il du coup esquiver le débat, lui tourner le dos ? Militant socialiste, il répond : «Si j'écoute mon parti, je ne participe pas. Cela peut se défendre : la question a des relents nationalistes. Mais en tant que citoyen, je pense qu'il ne faut pas laisser à d'autres le soin de dire ce qu'est l'identité française.»

Fouziya Bouzerda partage ce point de vue. Avocate de 38 ans, elle est conseillère municipale (Modem) à Lyon, et «pas sûre que les Français attendaient avec impatience un tel débat». Mais puisqu'il est posé, dit-elle, «il faut y participer, en espérant que les dés ne seront pas trop pipés». Elle n'en est pas certaine : «Lorsque je regarde sur le site du ministère la notice accompagnant le débat, dit-elle, je sens bien que l'on vise une population cible. On parle beaucoup d'immigration, d'islam, on mélange tout.»

Taoufik Bourguou, maître de conférence en sciences politiques à l'université Lyon-III, ajoute que «la France n'a pas de problème d'identité. L'enjeu, dit-il, est ailleurs, et l'on ne peut manquer de faire le lien avec les débats qui jalonnent la vie politique en Suisse, au Danemark ou en Hollande. Ils nous ramènent à ce qui est fondateur de l'altérité : le rapport à une religion et à un groupe déterminé.» Ce qu'Hassan, directeur du centre social, dit plus crûment : «Ce débat vise les gens issus de l'immigration, et particulièrement les musulmans.»

Ils sont d'accord sur ce point, et leur malaise est palpable. Douadi Alouche (33 ans), agent territorial dit ainsi : «Je suis né en France, je vis en France, je travaille en France, j'y paie des impôts. Je suis français, quoi. Et là, j'ai l'impression que l'on veut vérifier si j'en ai bien tous les attributs.» La remise en cause est rude. Fouziya, l'avocate, peine à la digérer : «Des gens se posent sur notre identité des questions que nous ne nous posons pas. Moi, je SUIS française. Mais de façon insidieuse, on me demande si, mes parents étant d'origine algérienne, je peux me sentir pleinement française. C'est juste insupportable.»

Que signifie, pour elle, être française, aujourd'hui ? «Adhérer à la démocratie, aux valeurs de la République et à sa devise, si incomplètement respectée, dit-elle. Participer à la construction de ce pays, à sa vie politique pour ce qui me concerne. Choisir de vivre ici, n'avoir aucune aspiration à vivre ailleurs. Me reconnaître dans la langue française et dans une partie de son histoire.» Sans tourner le dos à ses origines ? Indispensable, répond-elle. Ali Kismoune est d'accord. «On peut avoir plusieurs tendresses, sourit le cadre territorial. Etre pleinement français, et garder une attirance pour le pays que vos parents ont abandonné. D'autant plus fortement qu'ils ont souffert en silence pour que vous deveniez français, pour que vous réussissiez dans ce pays.» Selon lui, les retours aux origines que l'on observe sont souvent une protection face à la globalisation,

pas une infidélité à la France. Ali Boulala confirme. «Moi, dit-il, j'ai une double culture, française et arabo-musulmane. Je le vis très bien. Il faut arrêter l'assimilationnisme. Tout le monde se sentira beaucoup plus français quand chacun pourra l'être sans gêner avec ses différences. Je suis musulman, j'étudie l'histoire de l'Islam dans le monde. Le soir, après mon boulot à la SNCF, je prends des cours d'arabe. Mais cela ne me détourne pas de la France. Au contraire. Il faut comprendre d'où l'on vient pour se projeter dans l'avenir.»

Douadi Alouche dit la même chose avec un proverbe universel qu'il attribue aux Kabyles : «Si tu ne sais pas où tu vas, regardes d'où tu viens.» Il a monté un site internet pour faire connaître la région de Sétif, d'où viennent ses parents. Il se sent pleinement français, mais sent que «l'histoire franco-algérienne» pèse dans les représentations, «des deux côtés». Selon lui, il faudra bien parler des choses qui fâchent, «la colonisation, le massacre de Sétif, les exactions commises de part et d'autre». Taoufik Bourgu, l'universitaire, n'est pas d'accord : «Le débat sur la colonisation appartient aux historiens. Ce serait une erreur fondamentale de le mêler au débat sur l'identité nationale, on ne s'en sortirait pas.» Pour lui, il faut en revanche parler d'islam, sans fantasmes. Mais ils savent la question sensible.

«Le référendum suisse n'est que le reflet des sentiments européens», pense Ali Boulala, le fonctionnaire de la SNCF. Ils sentent que la burqa flotte sur le débat. «Par le jeu des amalgames, une partie de la population est perçue comme dangereuse, potentiellement déloyale», ajoute Hassan, le directeur du centre social. Qui ajoute en détachant ses syllabes : «Nous ne sommes pas des agents dormants.»

Après les violences qui ont suivi les matchs de l'Algérie contre l'Égypte, les collègues de Douadi lui ont dit : «Chez vous, vous cassez quand vous perdez autant que quand vous gagnez ?» Il hausse les épaules, et dit : «Je ne cherche pas à nier ces minorités violentes, mais je ne veux pas qu'elles nous représentent.» Hassan Boutemine, le directeur du centre social, est bien d'accord : «Dans cette histoire, dit-il, ce qui sépare les uns et les autres, c'est le rapport à la loi. Il y a ceux qui la respectent, et ceux qui ne la respectent pas. Si on place les frontières là et pas entre les différentes origines, les différentes religions, on trouvera plus facilement quelques identités rassembleuses.»

Olivier BERTRAND

## TrackBack

URL TrackBack de cette note:

<http://www.typepad.com/services/trackback/6a00e54e00788340120a716e4c4970b>

Voici les sites qui parlent de [Identité nationale : l'exaspération de Français issus de l'immigration](#) :

## Commentaires

### Vérifiez votre commentaire

### Aperçu de votre commentaire

Rédigé par: |

Ceci est un essai. Votre commentaire n'a pas encore été déposé.

Envoyer

Modifier



Votre commentaire n'a pas été déposé. Type d'erreur:

Votre commentaire a été enregistré. Les commentaires sont modérés et ils n'apparaîtront pas tant que l'auteur ne les aura pas approuvés. [Poster un autre commentaire](#)

Le code de confirmation que vous avez saisi ne correspond pas. Merci de recommencer.

Pour poster votre commentaire l'étape finale consiste à saisir exactement les lettres et chiffres que vous voyez sur l'image ci-dessous. Ceci permet de lutter contre les spams automatisés.

Difficile à lire? [Voir un autre code.](#)

